

Fiche technique

Date de création	28/05/2021
Actif net (en millions €)	32,46
Devise de cotation	Euro
Affectation des résultats	Capitalisation
Valorisation	Hebdomadaire
Durée de placement recommandée	Sup. à 4 ans
Droits d'entrée maximum	1,00%
Commission de rachat	Néant
Frais de gestion maximum	1,794% TTC
Heure limite de souscription	vendredi à 9h
Valeur liquidative en fin de mois	110,47 €
ISIN	FR0014002ZC3

Politique d'investissement

Le FIA Bordier Global Balanced a pour objectif d'offrir une performance nette de frais liée à l'évolution des marchés actions et taux, sur la durée de placement recommandée. Cette forme de stratégie de gestion ne requiert pas d'indicateur de référence. Toutefois, la performance du FIA pourra être rapprochée de celle du : CNO-TEC 10 + 2%. Afin de réaliser l'objectif de gestion, le gérant utilise de façon discrétionnaire une gestion dynamique et flexible en instruments financiers directement (obligations et autres titres de créance, obligations convertibles, actions et titres assimilés, etc) ou via des OPCVM et FIA.

Performances	1 mois	YTD	1A	3A	Volatilité 1Y
Bordier Global Balanced	0,93%	5,08%	8,04%	5,18%	7,24%

Niveau actuel du benchmark (CNO-TEC 10 + 2%)

6,19%

Profil de risque

1	2	3	4	5	6	7
---	---	---	---	---	---	---

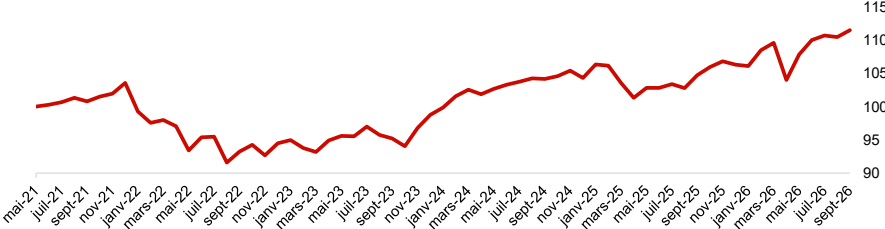
Allocation d'Actifs

Actions	49,4%
Obligations	33,5%
Placements alternatifs	16,6%
Monétaires et liquidités	0,5%
Matières premières	0,0%

Allocation de la poche obligataire

Souverains	0,0%
Investment Grade	22,9%
High Yield	7,3%
Emergent	3,2%

Performance Historique (Base 100)



Allocation géographique de la poche actions

Etats-Unis	22,5%
Europe (incl. UK)	20,6%
Marchés émergents	3,0%
Suisse	2,4%
Chine	1,0%
Japon	0,0%

Allocation devises

EUR	83,9%
USD	16,0%
CHF	0,0%
GBP	0,0%

Allocation sectorielle de la poche actions

Technologies de l'information	11,6%
Finance	8,8%
Consommation discrétionnaire	12,9%
Soins de santé	7,1%
Industrie	31,9%
Services de communication	8,6%
Consommation de base	2,2%
Matériaux	13,9%
Energie	0,8%
Immobilier	0,1%
Services aux collectivités	2,1%

Bordier & Cie (France) S.A. | Gestion Privée depuis 1844 | 1, rue François 1er, 75008 Paris | bordier.fr

Document à destination des clients non professionnels et professionnels au sens de la MIF - Document non contractuel. Avant toute souscription, prenez connaissance du prospectus disponible sur internet : www.bordier.fr Sources : Bordier & Cie France à défaut d'autres contributeurs. Les informations de la présente ont été puisées aux meilleures sources. Toutefois, notre responsabilité ne saurait être engagée. Bordier & Cie (France) S.A. est une société de gestion de portefeuille agréée par l'Autorité des Marchés Financiers, sous le n°GP-05000028, ayant son siège social au 1 rue François 1er, 75008 Paris. Site internet : www.bordier.fr. Le prospectus complet peut être obtenu sur simple demande auprès de Bordier & Cie (France) S.A.
Le FIA ne bénéficie d'aucune garantie ni protection, il se peut donc que le capital initialement investi ne soit pas intégralement restitué.

Commentaire de gestion

Après avoir atteint des records historiques en début de mois, des niveaux d'ailleurs largement inhabituels compte tenu d'une saisonnalité souvent défavorable, les principaux indices actions mondiaux ont rapidement montré des signes d'essoufflement.

Les indices avaient progressé dans le sillage de résultats trimestriels solides, notamment dans le secteur technologique. En particulier, Microsoft avait opportunément rassuré les marchés dans les derniers jours de juillet en démontrant la rentabilité de ses lourds investissements dans le Cloud.

En outre, la baisse très rapide du prix du baril de pétrole intervenue en juillet avait également contribué à réduire les pressions inflationnistes et donc les risques de remontée des taux.

Ce scénario favorable a brutalement basculé avec le retour au premier plan des tensions géopolitiques dans le golfe Persique. Alors que les négociations de sortie de crise semblaient s'enliser, le maintien du blocage de la navigation dans le détroit d'Ormuz a conduit à une nouvelle escalade verbale et plus récemment à des échanges de tirs avec un nouveau risque d'embrasement régional incontrôlé.

Les parties n'étant pas disposées à prolonger l'accord de cessez-le-feu signé en juin, il n'aura fallu que quelques jours pour que le prix du baril teste à nouveau le seuil des 90 dollars. Un niveau certes encore éloigné du pic observé en mai dernier mais tout de même une hausse de 50% depuis le 1er janvier.

Ce niveau du prix du baril n'a pas manqué d'impacter fortement le marché obligataire, sur lequel s'est portée l'attention des investisseurs.

En effet, le rendement des taux longs s'ajuste mécaniquement à la hausse lorsque les marchés obligataires anticipent un regain des tensions inflationnistes. Les prêteurs exigent logiquement des rendements plus élevés pour compenser la perte anticipée de pouvoir d'achat.

Cette tension sur les taux longs s'explique car les prêteurs s'interrogent sur la capacité des économies à absorber des coûts de financement plus élevés alors que les Etats s'avèrent incapables de freiner l'explosion des dépenses publiques.

Ainsi, la dette fédérale dépasse désormais 6% du PIB aux Etats-Unis, poussant mécaniquement les rendements vers le haut. Les taux longs ont atteint en cette fin de mois des records inégalés depuis début 2025 : l'emprunt d'Etat américain à 10 ans se traite désormais à 4,80% et plus proche de nous, l'OAT française à 10 ans s'échange à 4,20%, soit avec un écart de près de 1% sur le 10 ans allemand (qui a lui-même fortement grimpé à 3,35%) contre une moyenne historique de 0,50%.

La volatilité observée sur les taux longs a monté d'un cran en 2026 en raison de l'arrivée sur le marché obligataire des émissions du secteur technologique. Pour financer leurs investissements dans les infrastructures de l'IA, les besoins sont tels que les très grandes entreprises de la Tech américaine n'hésitent pas à faire massivement appel au marché de la dette, au risque de concurrencer les besoins des Etats.

La banque Goldman Sachs estime à près de 500 Milliards de dollars le montant des émissions obligataires liées à l'IA cette année, au risque de cannibaliser les émissions d'autres secteurs, et de rendre le marché obligataire dans son ensemble très dépendant d'un seul secteur, à l'image du marché des actions.

Le renchérissement du coût de la dette se répercute négativement sur le marché des actions : schématiquement, quand les taux montent, les entreprises doivent consacrer une fraction plus importante de leur trésorerie à rembourser leurs dettes, ce qui réduit mécaniquement leurs bénéfices futurs, donc leur valorisation boursière.

Les tensions sur les taux longs se répercutent aussi indirectement sur le niveau des taux courts.

Confrontées à une inflation qui semble décidément trop « collante », les banques centrales disposent de l'arme des taux directeurs, un levier qui leur permet de donner un coup de frein à l'ensemble de l'économie en augmentant les coûts de financement.

En zone euro, la guerre en Iran a propulsé l'inflation annuelle à un niveau proche de 3% en 2026 (contre 2% en 2025). En réaction, la BCE a relevé ses taux de 0,25% en juin dernier et s'apprête à prendre le même chemin le 9 septembre prochain, afin de contrer les effets inflationnistes de la hausse du prix de l'énergie.

Aux Etats-Unis, où le niveau de l'inflation est sensiblement plus élevé qu'en zone euro (+3,7% en variation annuelle), la FED a décidé d'opter pour le statu quo lors de sa précédente réunion fin juillet. Son président, Kevin Warsch, a toutefois récemment déclaré que l'inflation était désormais trop élevée aux Etats-Unis. Il est très probable que la FED n'ait pas d'autre choix que de relever ses taux lors de sa réunion de septembre, tant l'objectif cible de la banque centrale d'une inflation annuelle de 2% paraît durablement hors d'atteinte.

Les marchés d'actions intègrent désormais la probabilité d'un resserrement monétaire aux Etats-Unis, un scénario loin d'avoir été anticipé quelques mois plus tôt.

La publication des résultats trimestriels de Nvidia le 26 août est intervenue à point nommé pour redonner un peu de lustre à un secteur sous pression. Pas tant pour la solidité de ses résultats une nouvelle fois en tous points exceptionnels que parce que le groupe projette une croissance de plus de 70% de ses revenus en 2028. C'est un signal fort envoyé par le leader mondial de l'IA, de nature à offrir une visibilité exceptionnelle au cycle d'investissement en cours. Message apparemment bien reçu à en juger par l'accueil réservé par le marché (le titre s'est apprécié de près de 9% post publication).

Une dernière caractéristique du mois écoulé a été le regain d'intérêt pour l'or, dont le parcours avait déçu jusque-là cette année. Le métal précieux a bondi de 10%, retrouvant au moins temporairement sa vertu de protection contre l'inflation.

Nous avons conservé inchangée l'allocation de nos portefeuilles au cours du mois d'août. La rotation sectorielle opérée au sein du secteur technologique (des semi-conducteurs vers les logiciels) et l'élargissement vers d'autres secteurs du marché nous ont été profitables.

Patrick Guérin, Gérant du fonds Bordier Global Balanced

Bordier & Cie (France) S.A. | Gestion Privée depuis 1844 | 1, rue François 1er, 75008 Paris | bordier.fr

Document à destination des clients non professionnels et professionnels au sens de la MIF - Document non contractuel. Avant toute souscription, prenez connaissance du prospectus disponible sur internet : www.bordier.fr Sources : Bordier & Cie France à défaut d'autres contributeurs. Les informations de la présente ont été puisées aux meilleures sources. Toutefois, notre responsabilité ne saurait être engagée. Bordier & Cie (France) S.A. est une société de gestion de portefeuille agréée par l'Autorité des Marchés Financiers, sous le n°GP-05000028, ayant son siège social au 1 rue François 1er, 75008 Paris. Site internet : www.bordier.fr. Le prospectus complet peut être obtenu sur simple demande auprès de Bordier & Cie (France) S.A. Le FIA ne bénéficie d'aucune garantie ni protection, il se peut donc que le capital initialement investi ne soit pas intégralement restitué.